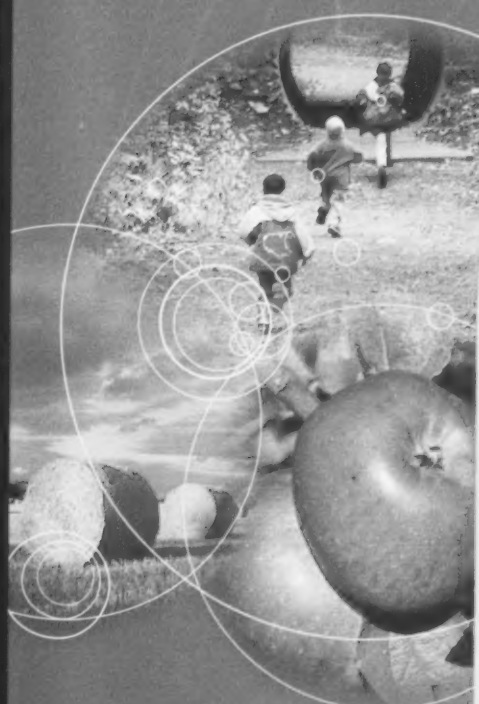
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2013

CRÉ – Montérégie Est

Déjà 100 ans de patrimoine statistique

Québec

Équipe de rédaction :

Marianne Bernier, Danielle Bilodeau, Anne Binette Charbonneau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Marc-André Demers, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Mélanie Jean, Virginie Lachance, Danielle Laplante, Danny Sanfaçon, Gabrielle Tardif

Révision linguistique :

Esther Frève

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Jason Wickens / Yuri Poznukhov, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2013
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2013

Table des matières

Territoire et climat 2

Démographie 3

Conditions de vie et bien-être 9

Marché du travail 12

Comptes économiques 13
Produit intérieur brut 13
Revenu disponible des ménages 15

Investissements et permis de bâtir 18
Investissements 18
Permis de bâtir 19

Science et technologie 20

Santé 23

Éducation 25

Culture et communications 26

Concepts et définitions 28

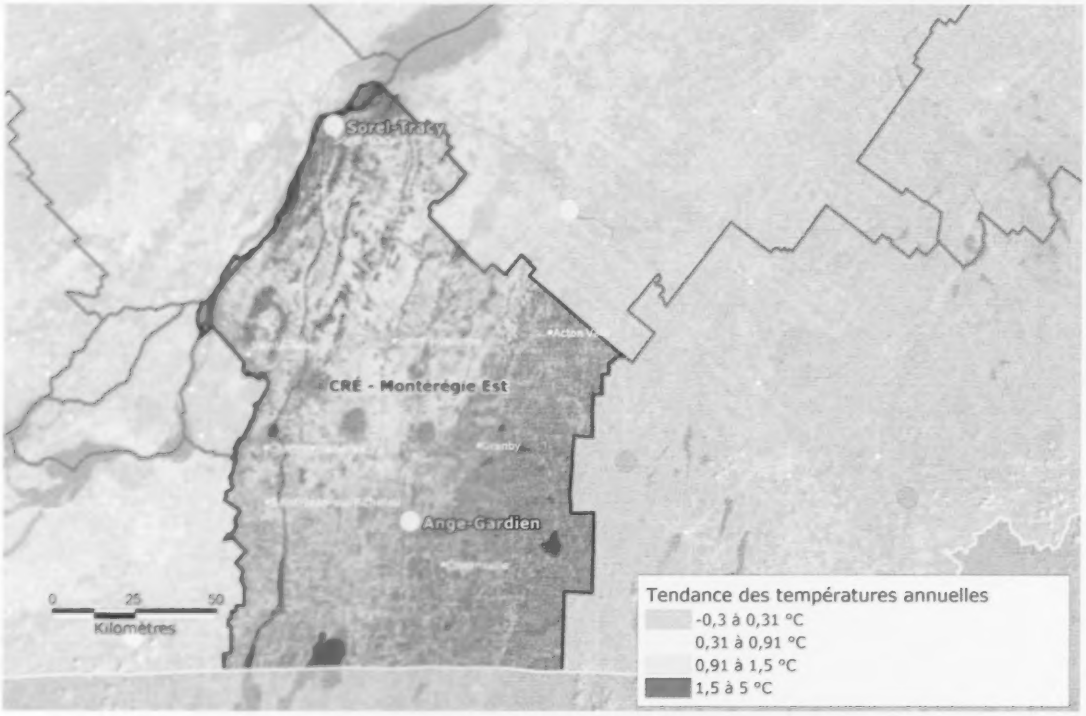
Tableaux comparatifs 33

1. Territoire et climat

par Sophie Brehain, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie Est couvre une superficie en terre ferme de 7 109 km². Elle est composée de neuf municipalités régionales de comté (MRC) géographiques[1] : Acton, Brome-Missisquoi, La Haute-Yamaska, La Vallée-du-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Pierre-De Saurel, Le Haut-Richelieu, Les Maskoutains et Rouville.

La climatologie d'un territoire se définit d'abord par sa température. Au Québec, plusieurs stations de mesure réparties principalement sous le 52e parallèle, en milieu rural, recueillent depuis plus de 50 ans des données sur les températures quotidiennes minimales et maximales. La tendance des températures moyennes annuelles peut ainsi en être déduite. Les résultats pour l'ensemble de la province montrent que le réchauffement du climat est une réalité dans la partie méridionale du Québec. De 1961 à 2010, la température moyenne a augmenté de 1,3 °C. Cependant, les variations des températures ne se produisent pas uniformément sur l'ensemble du territoire. La hausse des températures moyennes est d'un peu plus de 1,5 °C dans l'ouest et le sud, alors qu'elle se situe entre 0,9 °C et 1,5 °C pour les stations localisées plus à l'est de la province. Sur le territoire de la CRÉ – Montérégie-Est, la hausse des températures moyennes est de moins de 1,5 °C. Les stations des municipalités de Sorel-Tracy et Ange-Gardien affichent une variation de température de + 1,3 °C pour la période observée.



Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs; image fournie par la NASA, © 2013 Microsoft Corporation; limites administratives du ministère des Ressources naturelles.

1. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE

2. Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

Après s'être accélérée au début des années 2000, la croissance démographique de la CRÉ – Montérégie Est a connu un léger ralentissement entre 2006 et 2012. Cette situation est notamment attribuable à une réduction des gains migratoires enregistrés au détriment des deux autres CRÉ de la Montérégie ainsi que de Montréal. La stabilisation des naissances et la hausse des décès ont également entraîné un léger fléchissement de l'accroissement naturel au cours des années les plus récentes. Si le taux d'accroissement démographique de la CRÉ passe sous la moyenne québécoise, ce n'est pas le cas dans toutes les MRC qui la composent. En effet, les MRC de Rouville, de La Vallée-du-Richelieu et de La Haute-Yamaska se démarquent avec une croissance qui demeure plus rapide que celle de l'ensemble du Québec.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la CRÉ – Montérégie Est comptait 630 600 habitants au 1er juillet 2012, soit 7,8 % de la population de l'ensemble du Québec. La CRÉ compte par ailleurs pour 42,9 % de la population de la Montérégie. Elle est la CRÉ la plus populeuse de la région, loin devant la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et la CRÉ – Longueuil (voir le tableau comparatif à la fin du bulletin).

En 2012, environ 19 % de la population de la CRÉ, soit 117 200 personnes, résident dans la MRC de La Vallée-du-Richelieu. Les effectifs y dépassent de peu ceux de la MRC du Haut-Richelieu (18 %), qui était encore récemment la plus populeuse. Suivent les MRC de La Haute-Yamaska, des Maskoutains et de Marguerite-D'Youville, dont le poids varie entre 12 % et 14 %. Cette part est de 9 % dans Brome-Missisquoi, de 8 % dans Pierre-De Saurel et de 5 % dans Rouville. Acton est la MRC la moins populeuse, ses 15 200 habitants comptant pour 2 % de la population de la CRÉ.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen et part de la CRÉ, CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2012p

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2012p	1996-2001	2001-2006	2006-2012p	1996	2012p
	n				pour 1 000			%	
Brome-Missisquoi	50 925	51 926	53 063	55 801	3,9	4,3	8,4	9,1	8,8
La Haute-Yamaska	73 719	75 877	80 176	85 380	5,8	11,0	10,5	13,2	13,5
Acton	15 520	15 456	15 408	15 201	– 0,8	– 0,6	– 2,3	2,8	2,4
Pierre-De Saurel	52 926	50 982	50 133	50 150	– 7,5	– 3,4	0,1	9,5	8,0
Les Maskoutains	79 804	80 484	81 362	84 046	1,7	2,2	5,4	14,3	13,3
Rouville	30 564	30 556	31 700	34 470	– 0,1	7,4	14,0	5,5	5,5
Le Haut-Richelieu	98 938	102 792	109 941	114 515	7,6	13,4	6,8	17,7	18,2
La Vallée-du-Richelieu	94 915	98 108	107 950	117 199	6,6	19,1	13,7	17,0	18,6
Marguerite-D'Youville	61 945	65 367	70 630	73 834	10,8	15,5	7,4	11,1	11,7
CRÉ – Montérégie Est	**559 256**	**571 548**	**600 363**	**630 596**	**4,3**	**9,8**	**8,2**	**100,0**	**100,0**
Montérégie	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 470 252**	**4,7**	**10,4**	**10,2**	**...**	**...**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**8 054 756**	**4,1**	**6,3**	**9,0**	**...**	**...**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2012, la population de la CRÉ – Montérégie Est a crû en moyenne à un taux annuel de 8,2 pour mille selon les données provisoires. La croissance a été un peu moins rapide qu'au cours de la période 2001-2006 (9,8 pour mille), tout en demeurant supérieure à celle enregistrée entre 1996 et 2001 (4,3 pour mille). Dans l'ensemble du Québec, le rythme de la

croissance a plutôt continué de s'accélérer en 2006-2012. En moyenne, la population québécoise a augmenté à un taux annuel de 9,0 pour mille durant cette période. La CRÉ – Montérégie Est passe ainsi légèrement sous la moyenne, tandis qu'elle se maintenait un peu au-dessus au cours des deux périodes précédentes. La CRÉ continue par ailleurs de croître moins rapidement que l'ensemble de la Montérégie, qui affiche un taux d'accroissement de 10,2 pour mille entre 2006 et 2012. Ce dernier résultat découle notamment de la forte croissance de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (14,4 pour mille). La CRÉ – Longueuil affiche pour sa part un taux à peine plus élevé que celui de la Montérégie Est, mais identique à la moyenne du Québec, soit 9,0 pour mille.

Si la croissance de l'ensemble de la CRÉ est légèrement inférieure à la moyenne québécoise entre 2006 et 2012, trois des neuf MRC qui la composent ont connu une croissance supérieure à cette moyenne, avec des taux d'accroissement annuels moyens de plus de 10 pour mille (ou 1 %). La MRC de Rouville arrive en tête avec un taux de 14,0 pour mille, suivie de La Vallée-du-Richelieu (13,7 pour mille) et de La Haute-Yamaska (10,5 pour mille). En comparaison, la croissance a été plus modérée, entre 5 et 8 pour mille, dans Brome-Missisquoi, Marguerite-D'Youville, Le Haut-Richelieu et Les Maskoutains. La MRC de Pierre-De Saurel voit quant à elle sa population se stabiliser (0,1 pour mille), alors que celle d'Acton se réduit avec un taux annuel moyen de l'ordre de – 2,3 pour mille entre 2006 et 2012.

Soulignons que Brome-Missisquoi, Pierre-De Saurel, Les Maskoutains et Rouville ont amélioré leur bilan démographique en 2006-2012, par rapport aux deux périodes précédentes. La progression se traduit par une croissance accélérée ou, dans le cas de Pierre-De Saurel, par un arrêt du déclin. Dans les cinq autres MRC, les taux d'accroissement ont diminué relativement à la période 2001-2006, indiquant un ralentissement de la croissance ou, dans le cas de la MRC d'Acton, une décroissance plus prononcée. Dans cette dernière, ainsi que dans les MRC du Haut-Richelieu et de Marguerite-D'Youville, les taux d'accroissement de 2006-2012 sont également moins avantageux qu'entre 1996 et 2001.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC entre 2006 et 2012. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

La structure par âge de la CRÉ – Montérégie Est présente quelques différences avec les moyennes régionale et québécoise, mais celles-ci sont mineures. En 2012, la part des jeunes de moins de 20 ans est de 22,9 %, niveau similaire à celui de la Montérégie (22,8 %) et légèrement supérieur à celui du Québec (21,4 %). Les personnes âgées de 65 ans et plus forment 16,0 % de la population de la CRÉ, niveau comparable à ceux de la région (15,7 %) et de l'ensemble du Québec (16,2 %). La part des 20-64 ans (61,0 %), que l'on peut considérer comme les individus d'âge actif, est semblable à la proportion montérégienne (61,5 %) et un peu plus faible que la moyenne québécoise (62,4 %). Par contre, parmi cette population d'âge actif, la CRÉ compte davantage de 45-64 ans et moins de 20-44 ans qu'en Montérégie et au Québec. Ainsi, malgré une répartition assez semblable de la population entre les grands groupes d'âge, l'âge médian enregistré dans la CRÉ – Montérégie Est (42,3 ans) surpasse un peu ceux qui sont observés en Montérégie (41,7 ans) et dans l'ensemble du Québec (41,5 ans).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2012[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Brome-Missisquoi	55 801	11 611	33 327	10 863	100,0	20,8	59,7	19,5	46,8
La Haute-Yamaska	85 380	18 949	52 144	14 287	100,0	22,2	61,1	16,7	42,9
Acton	15 201	3 487	9 095	2 619	100,0	22,9	59,8	17,2	43,4
Pierre-De Saurel	50 150	8 854	30 248	11 048	100,0	17,7	60,3	22,0	49,4
Les Maskoutains	84 046	18 318	51 165	14 563	100,0	21,8	60,9	17,3	42,6
Rouville	34 470	7 918	21 348	5 204	100,0	23,0	61,9	15,1	40,5
Le Haut-Richelieu	114 515	25 882	70 460	18 173	100,0	22,6	61,5	15,9	42,0
La Vallée-du-Richelieu	117 199	29 927	71 444	15 828	100,0	25,5	61,0	13,5	40,1
Marguerite-D'Youville	73 834	19 699	45 545	8 590	100,0	26,7	61,7	11,6	39,1
CRÉ – Montérégie Est	**630 596**	**144 645**	**384 776**	**101 175**	**100,0**	**22,9**	**61,0**	**16,0**	**42,3**
Montérégie	**1 470 252**	**335 255**	**904 344**	**230 653**	**100,0**	**22,8**	**61,5**	**15,7**	**41,7**
Ensemble du Québec	**8 054 756**	**1 727 552**	**5 025 818**	**1 301 386**	**100,0**	**21,4**	**62,4**	**16,2**	**41,5**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Au sein de la CRÉ, la structure par âge varie grandement d'une MRC à l'autre. Marguerite-D'Youville et La Vallée-du-Richelieu se démarquent par une population relativement jeune. En 2012, la part des moins de 20 ans y est supérieure à 25 %, alors que celle des personnes âgées de 65 ans et plus y est inférieure à 14 %. Les âges médians de ces deux MRC sont de 39,1 ans et 40,1 ans respectivement. Rouville, dont l'âge médian est de 40,5 ans, présente aussi une structure par âge plus jeune. À l'opposé, la MRC de Pierre-De Saurel est nettement plus âgée, avec un âge médian de 49,4 ans. La part des personnes âgées de 65 ans et plus (22,0 %) y dépasse d'ailleurs celle des jeunes de moins de 20 ans (17,7 %). Brome-Missisquoi affiche également un âge médian relativement élevé, de 46,8 ans, tandis que dans les autres MRC l'âge médian varie autour de 42 et 43 ans.

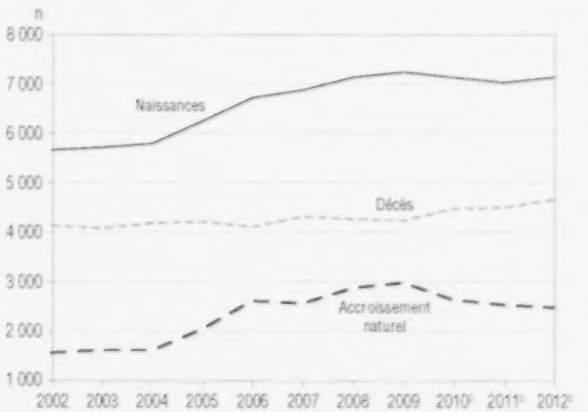
Naissances, décès et accroissement naturel

Selon les données provisoires, un peu plus de 7 100 bébés sont nés dans la CRÉ – Montérégie Est en 2012. En comparaison, ce nombre était d'environ 5 700 de 2002 à 2004, avant d'amorcer un mouvement à la hausse dans la deuxième moitié des années 2000. Cette augmentation du nombre de naissances a été commune à la plupart des régions et, presque partout, elle a été suivie d'une stabilisation ou d'un léger repli au cours des années les plus récentes.

L'augmentation des naissances dans la CRÉ – Montérégie Est est en partie attribuable à une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds (25-34 ans), mais surtout à une augmentation de la fécondité. De fait, l'indice synthétique de fécondité est passé de 1,64 enfant par femme en 2002 à 1,99 en 2012 (donnée provisoire), après avoir culminé à 2,01 en 2009. La CRÉ continue d'afficher une fécondité supérieure à la moyenne québécoise, qui s'établit à 1,68 enfant par femme en 2012. La fécondité y est également plus élevée que dans l'ensemble de la Montérégie (1,83 enfant par femme).

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, CRÉ – Montérégie Est, 2002-2012[p]



Note : Les données sur les naissances de 2010 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter dans la région comme dans l'ensemble du Québec en raison d'une population en croissance et, surtout, vieillissante. En 2012, près de 4 700 décès ont ainsi été enregistrés dans la CRÉ – Montérégie Est, comparativement à 4 121 en 2002. En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel de la population. De 2002 à 2004, l'accroissement naturel était de 1 600 personnes. Il s'est relevé par la suite sous l'impulsion de la hausse naissances et a culminé à près de 3 000 personnes en 2009. Il s'est toutefois légèrement abaissé au cours des années les plus récentes, en raison de la stabilisation des naissances et de la hausse des décès. En 2012, il est d'un peu moins de 2 500 personnes.

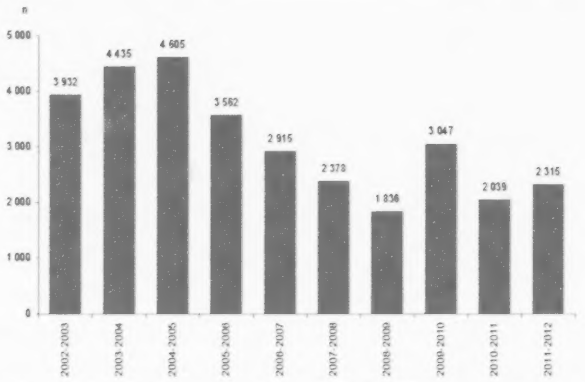
Les naissances sont plus nombreuses que les décès dans presque toutes les MRC de la CRÉ en 2012, la seule exception étant Pierre-De Saurel (voir le tableau comparatif des MRC à la fin du bulletin). Les MRC de La Vallée-du-Richelieu et de Marguerite-D'Youville sont celles où l'accroissement naturel contribue le plus fortement à la croissance démographique.

Migration interrégionale

La CRÉ – Montérégie Est a été gagnante dans ses échanges migratoires avec le reste du Québec au cours des 10 dernières années. Le solde migratoire de la CRÉ a connu un accroissement notable au début des années 2000, atteignant un sommet de 4 605 personnes en 2004-2005. Ce solde s'est ensuite substantiellement réduit jusqu'à 1 836 en 2008-2009, puis a ensuite connu un soubresaut et a dépassé 3 000 individus en 2009-2010. En 2011-2012, les gains se chiffrent à 2 315 personnes.

Figure 2.2

Solde migratoire interne, CRÉ – Montérégie Est, 2002-2003 à 2011-2012

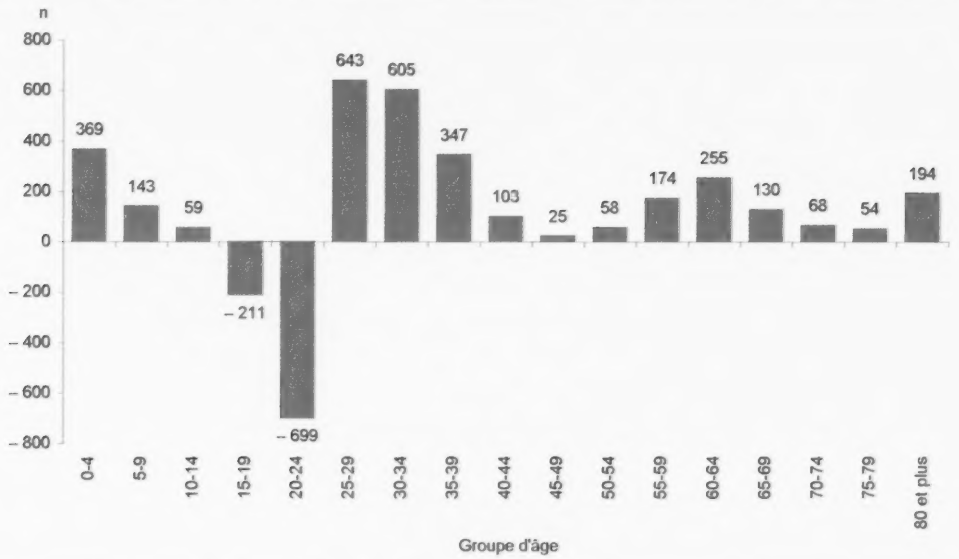


Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le profil par groupe d'âge de la CRÉ est similaire à celui de la Montérégie dans son ensemble et est typique d'une banlieue d'un grand centre urbain. En effet, la CRÉ enregistre en 2011-2012 des soldes positifs dans la majorité des groupes d'âge, exception faite des 15-24 ans. Les gains les plus importants, en termes absolus, se réalisent chez les 25-39 ans et, dans une moindre mesure, chez les moins de 15 ans, particulièrement chez les tout jeunes enfants, ainsi que chez les 55-69 ans. Cette situation reflète l'attraction que certaines MRC de la CRÉ exercent sur les jeunes familles et sur les personnes en âge de prendre leur retraite. Soulignons également les gains non négligeables enregistrés chez les personnes âgées de 80 ans et plus.

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, CRÉ – Montérégie Est, 2011-2012



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La CRÉ – Montérégie Est exerce une attraction importante sur les résidants des autres CRÉ de la Montérégie, d'où venaient 41 % des entrants en 2011-2012. Le reste de la Montérégie est également la principale destination des individus qui quittent la CRÉ, mais ces derniers sont beaucoup moins nombreux que les entrants. En 2011-2012, le déséquilibre des échanges a engendré des gains considérables, de 2 071 individus, en faveur de la CRÉ – Montérégie Est. De nombreux échanges se font également avec Montréal et sont aussi profitables à la CRÉ (+ 1 122 personnes). Néanmoins, ces gains ne sont pas aussi importants qu'ils l'ont déjà été. En 2004-2005, la CRÉ – Montérégie Est enregistrait des gains de 3 072 personnes au détriment du reste de la Montérégie et de 1 688 personnes vis-à-vis Montréal. En 2011-2012, la CRÉ enregistre par contre des déficits dans ses échanges avec la plupart des autres régions, particulièrement avec le Centre-du-Québec (– 240) et l'Estrie (– 238).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, CRÉ – Montérégie Est, 2011-2012

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 126	13	177	0,9	12	303	1,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 19	11	264	1,3	13	283	1,5
Capitale-Nationale	– 118	7	738	3,6	6	856	4,7
Mauricie	– 35	9	441	2,1	8	476	2,6
Estrie	– 238	3	1 425	6,9	3	1 664	9,0
Montréal	1 122	2	4 817	23,3	2	3 695	20,1
Outaouais	– 94	12	232	1,1	11	327	1,8
Abitibi-Témiscamingue	– 49	14	131	0,6	14	180	1,0
Côte-Nord	– 43	16	110	0,5	16	153	0,8
Nord-du-Québec	6	17	45	0,2	17	39	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 41	15	125	0,6	15	166	0,9
Chaudière-Appalaches	22	10	409	2,0	9	387	2,1
Laval	148	8	505	2,4	10	357	1,9
Lanaudière	79	5	915	4,4	7	836	4,5
Laurentides	– 129	6	787	3,8	5	916	5,0
Montérégie[1]	2 071	1	8 460	40,9	1	6 389	34,7
Centre-du-Québec	– 240	4	1 126	5,4	4	1 366	7,4
Total	**2 315**	**...**	**20 708**	**100,0**	**...**	**18 393**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des parties.

1. Gains ou pertes nets résultant des échanges migratoires avec les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC du Québec, incluant celles faisant partie de la même CRÉ. En 2011-2012, la plupart des MRC de la CRÉ – Montérégie Est font des gains à ce chapitre, exception faite des MRC du Haut-Richelieu, d'Acton et de Rouville, ces deux dernières affichant toutefois un solde qui n'est que très légèrement négatif (voir le tableau comparatif des MRC à la fin du bulletin). Par rapport à la taille de la population, la contribution de la migration interne à la croissance démographique est plus importante dans la MRC de Brome-Mississquoi.

3. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2010, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la CRÉ – Montérégie Est (6,3 %) que dans l'ensemble du Québec (9,3 %), et cette proportion est moins élevée que dans l'ensemble de la Montérégie (7,5 %). De 2006 à 2010, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la conférence régionale (+ 0,1 point de pourcentage), tandis qu'il diminue de 0,1 point dans l'ensemble du Québec et augmente de 0,3 point dans la Montérégie. Par rapport à 2009 seulement, le taux est en diminution de 0,7 point, comparativement à une diminution de 0,5 point dans l'ensemble du Québec et une diminution de 0,6 point dans la Montérégie. C'est dans Brome-Missisquoi que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (8,5 %). À l'inverse, Lajemmerais affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la conférence régionale (3,3 %). Au cours de la période 2006-2010, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans les territoires supralocaux suivants : Les Maskoutains (+ 0,7 point), Rouville (+ 0,7 point), Brome-Missisquoi (+ 0,5 point), La Haute-Yamaska (+ 0,4 point), Lajemmerais (+ 0,1 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans les territoires supralocaux suivants : Le Haut-Richelieu (– 0,5 point), Pierre-De Saurel (– 0,3 point), Acton (– 0,3 point), La Vallée-du-Richelieu (– 0,2 point).

Tableau 3.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2006
			%			point de pourcentage
Brome-Missisquoi[1]	8,0	9,3	9,2	9,9	8,5	0,5
La Haute-Yamaska[1]	6,8	7,7	7,9	7,9	7,3	0,4
Acton	8,3	9,0	8,7	9,4	8,0	– 0,3
Pierre-De Saurel	8,4	9,1	8,9	8,7	8,2	– 0,3
Les Maskoutains	7,4	8,5	8,1	8,5	8,1	0,7
Rouville	6,3	7,5	7,0	8,3	7,0	0,7
Le Haut-Richelieu	7,0	7,6	7,2	7,3	6,6	– 0,5
La Vallée-du-Richelieu	3,9	4,4	4,3	4,4	3,7	– 0,2
Lajemmerais	3,2	3,9	3,7	3,9	3,3	0,1
CRÉ – Montérégie Est	**6,2**	**7,0**	**6,8**	**7,0**	**6,3**	**0,1**
Montérégie	**7,1**	**8,0**	**7,8**	**8,0**	**7,5**	**0,3**
Ensemble du Québec	**9,3**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**9,3**	**– 0,1**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2010.

1. La MRC de La Haute-Yamaska comprend la municipalité de Bromont jusqu'en 2009. Depuis janvier 2010, Bromont fait partie de la MRC de Brome-Missisquoi

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres conférences régionales, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente conférence régionale. En 2010, ce taux est 5,9 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (22,9 %) qu'en ce qui concerne les couples (3,9 %). Entre 2006 et 2010, le taux augmente de 1,3 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une stabilité pour les couples. C'est Pierre-De Saurel qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la conférence régionale en 2010 (29,9 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à Lajemmerais (14,7 %).

Toujours en 2010, on dénombre dans la conférence régionale 11 600 familles à faible revenu, dont 5 430 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 12 460 en 2006 à 12 840 en 2010, soit une augmentation de 3 %. Cette augmentation est plus élevée que la diminution du nombre total d'enfants de la conférence régionale (– 1,9 %).

Tableau 3.2

Taux de faible revenu selon le type de famille, CRÉ – Montérégie Est, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2006
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**6,2**	**7,0**	**6,8**	**7,0**	**6,3**	**0,1**
Famille comptant un couple	**3,8**	**4,4**	**4,2**	**4,4**	**3,9**	**0,0**
Sans enfants	4,3	5,1	4,7	5,0	4,3	0,1
Avec 1 enfant	3,3	3,7	3,8	3,9	3,3	0,0
Avec 2 enfants	2,9	3,0	3,0	3,1	2,6	– 0,3
Avec 3 enfants et plus	5,2	5,8	5,6	5,8	5,3	0,1
Famille monoparentale	**21,7**	**24,1**	**23,8**	**24,1**	**22,9**	**1,3**
Avec 1 enfant	19,4	21,1	21,1	21,1	20,2	0,8
Avec 2 enfants	22,3	25,7	24,8	25,6	23,7	1,3
Avec 3 enfants et plus	34,4	39,7	39,0	40,3	39,7	5,3

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2009 à 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 1,3 % dans la CRÉ – Montérégie Est. Cette augmentation est plus élevée que celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 1,0 %), et par ailleurs cette augmentation est plus élevée que celle observée dans l'ensemble de la Montérégie (+ 0,8 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent d'une croissance réelle : Brome-Missisquoi (+ 5,2 %), Acton (+ 2,3 %), Rouville (+ 1,6 %), Pierre-De Saurel (+ 1,4 %), Le Haut-Richelieu (+ 1,4 %), La Vallée-du-Richelieu (+ 1,3 %), Les Maskoutains (+ 1,0 %), Lajemmerais (+ 0,3 %). À l'inverse, on observe une décroissance dans le territoire supralocal suivant : La Haute-Yamaska (– 0,6 %). Aussi, la conférence régionale est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 69 650 $, comparativement à 65 860 $ au Québec. Notons qu'elle est en retard par rapport à la Montérégie (71 140 $). En 2010, le revenu médian avant impôt est supérieur à celui de l'ensemble du Québec dans les territoires supralocaux suivants : Rouville (66 250 $), Le Haut-Richelieu (67 470 $), La Vallée-du-Richelieu (85 360 $), Lajemmerais (86 990 $). Aussi, ce revenu médian avant impôt est supérieur à celui de la Montérégie dans les territoires supralocaux suivants : La Vallée-du-Richelieu (85 360 $), Lajemmerais (86 990 $).

Tableau 3.3

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
Brome-Missisquoi[1]	58 433	61 470	5,2
La Haute-Yamaska[1]	62 462	62 080	– 0,6
Acton	53 310	54 520	2,3
Pierre-De Saurel	60 710	61 590	1,4
Les Maskoutains	62 259	62 900	1,0
Rouville	65 205	66 250	1,6
Le Haut-Richelieu	66 541	67 470	1,4
La Vallée-du-Richelieu	84 268	85 360	1,3
Lajemmerais	86 738	86 990	0,3
CRÉ – Montérégie Est	**68 728**	**69 650**	**1,3**
Montérégie	**70 550**	**71 140**	**0,8**
Ensemble du Québec	**65 215**	**65 860**	**1,0**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2010.

1. La MRC de La Haute-Yamaska comprend la municipalité de Bromont jusqu'en 2009. Depuis janvier 2010, Bromont fait partie de la MRC de Brome-Missisquoi

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En 2010, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (37 730 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (64 070 $). Enfin, de 2009 à 2010, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 0,9 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 0,6 %.

Tableau 3.4

Revenu médian après impôt selon le type de famille, CRÉ – Montérégie Est, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
Famille comptant un couple	**63 666**	**64 070**	**0,6**
Sans enfants	51 731	51 800	0,1
Avec 1 enfant	70 905	71 630	1,0
Avec 2 enfants	80 097	81 530	1,8
Avec 3 enfants et plus	79 611	80 000	0,5
Famille monoparentale	**37 396**	**37 730**	**0,9**
Avec 1 enfant	36 293	36 480	0,5
Avec 2 enfants	39 745	40 340	1,5
Avec 3 enfants et plus	38 287	38 810	1,4

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Marché du travail

4.1 Nombre et taux de travailleurs des MRC de la CRÉ – Montérégie Est

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après s'être détériorée en 2009 à la suite de la récession économique, la situation du marché du travail s'améliore dans la CRÉ – Montérégie Est pour une deuxième année consécutive. En 2011, le nombre de travailleurs de 25 à 64 ans y progresse de 0,8 %, succédant à la hausse de 0,9 % enregistrée un an plus tôt. La progression en 2011 se manifeste toutefois davantage chez les femmes (+ 1,0 %) que chez les hommes (+ 0,6 %). La situation du marché du travail évolue de façon contrastée à l'intérieur du territoire de la CRÉ. Des neuf MRC que compte la CRÉ – Montérégie Est, sept ont vu leur nombre de travailleurs évoluer positivement en 2011. Les MRC des Maskoutains (+ 1,5 %) et de La Haute-Yamaska (+ 1,4 %) sont, toutefois, les seules à afficher une croissance supérieure à la moyenne québécoise (+ 1,3 %). À l'inverse, on note que deux MRC subissent une baisse du nombre de travailleurs, à savoir Acton (– 0,8 %) et Brome-Missisquoi (– 0,4 %).

Tableau 4.1.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2010-2011

	Nombre			Taux		
	2010r	2011p	Variation 2011/2010	2010r	2011p	Écart 2011-2010
	n		%	%		Point de %
Brome-Missisquoi	22 021	21 928	– 0,4	72,9	72,6	– 0,3
La Haute-Yamaska	35 044	35 521	1,4	75,8	76,4	0,6
Acton	6 102	6 054	– 0,8	73,4	73,6	0,2
Pierre-De Saurel	18 960	19 084	0,7	67,3	68,4	1,1
Les Maskoutains	35 032	35 556	1,5	76,9	78,2	1,3
Rouville	15 576	15 700	0,8	81,6	82,3	0,7
Le Haut-Richelieu	48 146	48 300	0,3	75,8	76,2	0,4
La Vallée-du-Richelieu	53 333	53 960	1,2	83,4	84,5	1,1
Marguerite-D'Youville	34 554	34 820	0,8	84,6	85,7	1,1
CRÉ – Montérégie Est	**268 768**	**270 923**	**0,8**	**77,7**	**78,5**	**0,8**
Montérégie	**614 919**	**622 594**	**1,2**	**76,9**	**77,7**	**0,8**
Ensemble du Québec	**3 241 032**	**3 283 171**	**1,3**	**72,8**	**73,3**	**0,5**

Note : Selon le découpage territorial et la dénomination des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

En ce qui concerne le taux de travailleurs, il grimpe dans la CRÉ – Montérégie Est de 0,8 point de pourcentage en 2011 pour atteindre 78,5 %, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne montérégienne (77,7 %). À l'échelle des MRC, seuls les territoires supralocaux de Pierre-De Saurel et de Brome-Missisquoi présentent un taux de travailleurs inférieur à celui observé au Québec (73,3 %). Pour une dixième année consécutive, soit depuis le début de la série chronologique, Marguerite-D'Youville arrive en tête des MRC de la CRÉ – Montérégie Est grâce à un taux de travailleurs de 85,7 %. Elle est suivie de près à ce chapitre par les MRC de La Vallée-du-Richelieu (84,5 %) et de Rouville (82,3 %). En 2011, le taux de travailleurs des femmes dans la CRÉ – Montérégie Est progresse de 1,0 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 76,4 %, tandis que celui des hommes croît plus faiblement, soit de 0,5 point pour se fixer à 80,5 %. Quoique toujours à l'avantage des hommes, l'écart entre les taux de travailleurs masculin et féminin s'est réduit de 6,8 points de pourcentage par rapport à 2002 et il s'établit en 2011 à 4,1 points. Au sein du territoire de la CRÉ, c'est la MRC de Pierre-De Saurel qui présente l'écart le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes, soit une différence de 8,8 points de pourcentage en faveur de ces derniers. À l'opposé, la différence la plus faible est notée dans Brome-Missisquoi (1,1 point).

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques

En 2010, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 20,2 G$ dans le territoire de la CRÉ – Montérégie Est, ce qui constitue 6,7 % du PIB du Québec et 44,0 % de celui de la Montérégie. Le PIB de la Montérégie compte lui-même pour 15,3 % du PIB du Québec, ce qui classe cette région au deuxième rang, après Montréal, parmi les régions administratives du Québec.

Le PIB de la CRÉ – Montérégie Est croît de 6,4 % en 2010 comparativement au taux de croissance de 4,6 % enregistré au Québec. Malgré les bons résultats de 2010, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) de la CRÉ – Montérégie Est se situe à 2,8 % entre 2006 et 2010, tandis que celui du Québec se chiffre à 3,3 %. Au chapitre de la croissance économique en 2010, après avoir accusé une décrue en 2009, la CRÉ – Montérégie Est occupe le premier rang parmi les trois territoires de la CRÉ de la Montérégie.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la CRÉ – Montérégie Est avec un PIB qui atteint 12,3 G$ en 2010, soit près de 61 % de son activité économique, bien que cette part soit moindre que celle qu'on observe à l'échelle du Québec (71,67 %). Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. En 2010, les industries productrices de biens (+ 10,7 %), appuyées par celles des services (+ 3,9 %), expliquent la croissance économique de la CRÉ. Au cours des quatre dernières années, le TCAM des industries des services se chiffre à 4,3 %, tandis que celles productrices de biens présentent un TCAM de 0,8 %.

Toutes les industries des services sont en expansion en 2010, à l'exception de celle des administrations publiques qui se replie de 0,5 %. La seule base économique de la CRÉ – Montérégie Est dans le secteur des services, le commerce de gros, avec une croissance de 6,3 %, montre de la vigueur. Il affiche un TCAM de 2,4 % entre les années 2006 et 2010. En tête d'affiche, pour sa contribution à la production en 2010, on trouve le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 5,4 %). Le commerce de détail (+ 4,6 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 2,5 %), les services d'enseignement (+ 3,9 %), les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 5,7 %), les autres services (+ 4,5 %), l'hébergement et les services de restauration (+ 4,2 %) ainsi que l'industrie du transport et de l'entreposage (+ 2,6 %) viennent aussi soutenir l'économie de la CRÉ.

Avec un PIB de 7,9 G$, les industries productrices de biens occupent un peu plus de 39 % de l'économie de la CRÉ – Montérégie Est. En 2010, l'industrie de la fabrication (+ 10,8 %) se redresse après trois années à la baisse. La première transformation des métaux (+ 53,0 %) regagne du terrain. La fabrication d'aliments (+ 4,1 %) poursuit sur sa lancée. Celles de produits en plastique et en caoutchouc (+ 11,6 %), de produits chimiques (+ 7,2 %), de produits métalliques (+ 5,4 %) de même que de matériel, d'appareils et de composants électriques (+ 11,5 %) enregistrent de forts gains. La fabrication de produits minéraux non métalliques augmente de 4,7 %. La fabrication de machines se replie de 1,3 %, tandis que celle de meubles et de produits connexes augmente de 2,2 % et les activités diverses de fabrication, de 0,3 %. L'industrie des cultures agricoles et de l'élevage (+ 14,8 %) rebondit à la suite de deux années plus moroses. Celle de la construction fait un saut de 11,9 % après une faible hausse en 2009.

La part des industries productrices de biens diminue dans la CRÉ – Montérégie Est entre 2006 et 2009, pour ensuite se redresser en 2010. Ainsi, cette part, évaluée à 42,4 % de l'économie en 2006, se situe à 39,1 % en 2010. La CRÉ se comporte ainsi à l'instar du Québec dont la part des industries productrices de biens se situe à 30,6 % en 2006 et à 28,3 % en 2010.

Tableau 5.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, CRÉ – Montérégie Est, 2009-2010

	2009[r]	2010[p]	Part de l'industrie en 2010	Variation annuelle moyenne 2010/2006	Variation 2010/2009
	k$			%	
Ensemble des industries	**18 947 609**	**20 169 161**	**100,0**	**24,3**	**6,4**
Secteur de production de biens	**7 119 268**	**7 878 050**	**39,1**	**0,8**	**10,7**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	590 788	678 740	3,4	4,1	14,9
Cultures agricoles et élevage	535 225	614 214	3,0	4,4	14,8
Foresterie et exploitation forestière	14 267	18 756	0,1	– 3,3	31,5
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	x	...	...	...
Services publics	x	x	...	...	...
Construction	1 397 996	1 564 230	7,8	6,7	11,9
Fabrication	4 229 965	4 688 415	23,2	– 2,0	10,8
Fabrication d'aliments	955 701	994 707	4,9	8,0	4,1
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	120 158	129 876	0,6	...	8,1
Fabrication du papier	78 218	76 340	0,4	– 8,5	– 2,4
Impression et activités connexes de soutien	100 543	97 519	0,5	0,7	– 3,0
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	324 263	347 509	1,7	...	7,2
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	233 516	260 709	1,3	...	11,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	104 682	109 565	0,5	0,8	4,7
Première transformation des métaux	671 352	1 026 860	5,1	– 3,9	53,0
Fabrication de produits métalliques	338 673	357 014	1,8	– 4,1	5,4
Fabrication de machines	265 073	261 657	1,3	...	– 1,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	147 454	164 341	0,8	– 0,2	11,5
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	145 393	148 629	0,7	...	2,2
Activités diverses de fabrication	94 219	94 492	0,5	...	0,3
Secteur des services	**11 828 341**	**12 291 112**	**60,9**	**4,3**	**3,9**
Commerce de gros	1 069 259	1 136 614	5,6	2,4	6,3
Commerce de détail	1 330 444	1 391 325	6,9	3,8	4,6
Transport et entreposage	579 504	594 332	2,9	1,6	2,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	210 455	212 957	1,1	1,6	1,2
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3 386 083	3 567 413	17,7	5,2	5,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	547 886	551 699	2,7	5,2	0,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	423 270	447 217	2,2	4,8	5,7
Services d'enseignement	915 622	951 250	4,7	4,2	3,9
Soins de santé et assistance sociale	1 457 697	1 493 610	7,4	5,6	2,5
Arts,spectacles et loisirs	174 724	175 452	0,9	3,4	0,4
Hébergement et services de restauration	390 517	406 886	2,0	3,1	4,2
Autres services, sauf les administrations publiques	531 048	554 692	2,8	4,3	4,5
Administrations publiques	811 832	807 665	4,0	4,6	– 0,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec, Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la CRÉ – Montérégie Est occupe le deuxième rang parmi les territoires de CRÉ de la Montérégie, après la CRÉ de Longueuil et devant la CRÉ de Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, en 2011. En effet, le PIB par habitant atteint 33 680 $, à la suite d'une augmentation de 3,5 % par rapport à 2010, résultat d'une croissance du PIB un peu plus lente que celle du Québec. Dans la CRÉ – Montérégie Est, de nombreux travailleurs doivent se déplacer à l'extérieur du territoire pour travailler. Ils génèrent ainsi une production, mais non attribuable à leur territoire. Le PIB par habitant s'en trouve affaibli. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 39 351 $ en 2011, après une hausse de 3,6 %.

5.2 Revenu disponible des ménages

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir enregistré la plus forte augmentation dans la région de la Montérégie en 2010 (+ 2,5 %), le revenu disponible des ménages par habitant dans le territoire de la CRÉ – Montérégie Est croît d'une façon plus modeste en 2011, soit de 2,3 %. Le ralentissement de la croissance s'explique, en grande partie, par l'effet conjugué d'une hausse moins rapide des transferts en provenance des administrations publiques et d'une augmentation plus forte des impôts, des cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts versés par les ménages aux différents paliers de gouvernement. À titre comparatif, le taux de croissance du revenu disponible des ménages par habitant au Québec est supérieur à celui observé dans la CRÉ en 2011 et il s'élève à 2,6 %.

Avec un revenu disponible des ménages de 26 457 $ par habitant en 2011, la CRÉ – Montérégie Est se classe au deuxième rang parmi les CRÉ de la Montérégie, devant celle de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (25 799 $), mais derrière celle de Longueuil (27 649 $). Elle est de ce fait légèrement au-dessous de la moyenne régionale (26 598 $), néanmoins au-dessus du revenu disponible des ménages de l'ensemble du Québec (25 646 $).

Décomposition du revenu disponible des ménages

La composition du revenu des ménages permet de mieux comprendre la légère avance de la CRÉ en regard de la moyenne québécoise. Ainsi, dans les prochains paragraphes, nous décortiquerons la structure de revenu des ménages de la CRÉ et nous la comparerons avec celle des ménages de la province.

Revenu primaire des ménages

Le revenu primaire, soit celui que tirent les ménages de leur participation au processus de production en tant que détenteur de facteurs de production, atteint 30 150 $ par habitant dans la CRÉ comparativement à 28 978 $ dans la province. Le revenu primaire représente ainsi 84,8 % du revenu total des ménages dans la CRÉ – Montérégie Est, tandis qu'il occupe une part légèrement moins importante dans l'ensemble du Québec, soit 83,8 %.

La rémunération des salariés, principale composante du revenu primaire des ménages, demeure plus élevée dans la CRÉ (23 953 $) que dans l'ensemble de la province (22 559 $). Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que le taux de travailleurs des 25-64 ans de la CRÉ – Montérégie Est est supérieur à la moyenne. De surcroît, depuis 2007, la CRÉ tend à creuser l'écart avec la province au chapitre de la rémunération des salariés, en raison de la bonne performance de son marché du travail.

Le revenu mixte net, deuxième composante en importance du revenu primaire des ménages, est par contre moins élevé dans la CRÉ (3 315 $) que dans l'ensemble du Québec (3 515 $). Le revenu mixte net englobe le revenu net des exploitants agricoles, le revenu net des entreprises individuelles ainsi que le revenu des loyers. Notons cependant que le revenu des loyers continue de progresser fortement en regard de 2010 sur le territoire de la CRÉ (+ 5,2 %), stimulé, entre autres, par la vigueur du marché immobilier. En ce qui concerne le revenu net de la propriété, soit la différence entre les revenus de placement reçus et payés par les ménages, il continue d'être légèrement plus faible dans la CRÉ – Montérégie Est (2 882 $) qu'à l'échelle québecoise (2 905 $).

Transferts courants reçus par les ménages

À l'instar des autres territoires de CRÉ, les ménages de la Montérégie Est reçoivent principalement des transferts courants en provenance des administrations publiques, tandis que les transferts reçus des non-résidents et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) représentent une source de revenus relativement négligeable. En 2011, les différents paliers de gouvernement ont versé, à eux seuls, en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables plus de 5 320 $ par habitant dans la CRÉ, comparativement à 5 461 $ au Québec. Les transferts gouvernementaux sont moins importants dans la CRÉ – Montérégie Est, étant donné que ses habitants ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi, d'aide sociale et de la Sécurité de la vieillesse. Notons cependant, qu'en raison du vieillissement de la population, les prestations du Régime des rentes du Québec (RRQ), du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la Sécurité de la vieillesse occupent une part de plus en plus importante dans le revenu total des ménages du territoire de la CRÉ.

Tableau 5.2.1

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, CRÉ – Montérégie Est et ensemble du Québec, 2010-2011

	CRÉ – Montérégie Est			Ensemble du Québec		
	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	2010	2011[p]	Variation 2011/2010
	$/hab.		%	$/hab.		%
Rémunération des salariés	23 112	23 953	3,6	21 847	22 559	3,3
Revenu mixte net	3 118	3 315	6,3	3 324	3 515	5,7
Revenu net de la propriété	2 911	2 882	– 1,0	2 767	2 905	5,0
Égal :						
Revenu primaire des ménages	**29 142**	**30 150**	**3,5**	**27 938**	**28 978**	**3,7**
Plus :						
Transferts courants reçus par les ménages	**5 321**	**5 401**	**1,5**	**5 545**	**5 621**	**1,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	61	63	3,4	97	100	3,1
Des administrations publiques	5 244	5 322	1,5	5 386	5 461	1,4
Administration fédérale	2 371	2 404	1,4	2 434	2 471	1,5
Administration provinciale	1 529	1 515	– 0,9	1 645	1 641	– 0,3
Administrations autochtones	0	0	0,0	19	18	– 0,9
RRQ et RPC	1 344	1 403	4,4	1 289	1 331	3,3
Des non-résidents	16	16	– 4,0	62	60	– 2,1
Moins :						
Transferts courants payés par les ménages	**8 603**	**9 094**	**5,7**	**8 495**	**8 953**	**5,4**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	222	230	3,4	353	364	3,1
Aux administrations publiques (impôts, cotisations, etc.)	8 355	8 838	5,8	8 046	8 491	5,5
Aux non-résidents	25	25	0,2	96	98	2,1
Égale :						
Revenu disponible des ménages	**25 860**	**26 457**	**2,3**	**24 988**	**25 646**	**2,6**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Transferts courants payés par les ménages

Pour calculer le revenu disponible, on déduit du revenu total les transferts que paient les ménages aux administrations publiques, aux non-résidents ainsi qu'aux ISBLSM. Évidemment, en raison d'un revenu total plus élevé, les transferts payés aux gouvernements par les ménages de la CRÉ – Montérégie Est (8 838 $) sous forme d'impôt sur le revenu, de cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts sont supérieurs à ceux de l'ensemble du Québec (8 491 $). D'ailleurs, la part du revenu consacrée aux transferts payés par les ménages aux différents paliers de gouvernement a augmenté au cours des deux dernières années dans le territoire de la CRÉ et se situe à 24,9 % en 2011.

Il importe de mentionner que les dons de bienfaisance sont désormais déduits du revenu des ménages, étant donné qu'ils sont considérés, selon les normes du système de comptabilité nationale canadien, comme des transferts courants aux ISBLSM. En 2011, les habitants de la CRÉ, ont donné en moyenne 230 $ aux ISBLSM, ce qui est en deçà que la moyenne provinciale (364 $).

Évolution du revenu disponible des ménages dans les MRC

En 2011, toutes les MRC de la CRÉ connaissent une croissance du revenu disponible des ménages par habitant, particulièrement La-Vallée-du-Richelieu (+ 3,6 %), Pierre-De Saurel (+ 3,4 %), Les Maskoutains (+ 2,9 %) et Brome-Missisquoi (+ 2,7 %) qui enregistrent une augmentation supérieure à celle que l'on observe au Québec (+ 2,6 %) grâce, entre autres, à la hausse marquée du revenu primaire. La MRC de Marguerite-D'Youville (+ 0,9 %) est celle qui affiche la progression la plus modeste, sous l'effet combiné d'une croissance plus lente de la rémunération des salariés et d'une baisse du revenu net de la propriété.

Les inégalités de revenu sont fortes entre les MRC de la CRÉ – Montérégie Est. Les différences de revenu sont particulièrement importantes entre les territoires supralocaux situés à proximité de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (30 520 $) et Marguerite-D'Youville (29 261 $), et les MRC les plus éloignées, telles qu'Acton (21 834 $) et Pierre-De Saurel (24 108 $). Le faible niveau de revenu dans ces deux dernières MRC est attribuable, en grande partie, à la rémunération des salariés et au taux de travailleurs qui sont moindres que dans le reste du territoire de la CRÉ.

Tableau 5.2.2

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, 2007-2011

	2007	2008	2009	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	TCAM 2011/2007
			$/hab			%	
Brome-Missisquoi	..	..	23 693	24 661	25 322	2,7	..
La Haute-Yamaska	..	..	23 641	23 980	24 359	1,6	..
Acton	19 754	20 266	20 461	21 516	21 834	1,5	2,5
Pierre-De Saurel	21 999	22 730	23 083	23 305	24 108	3,4	2,3
Les Maskoutains	23 341	23 748	24 037	24 719	25 445	2,9	2,2
Rouville	23 501	24 768	25 271	25 814	26 393	2,2	2,9
Le Haut-Richelieu	23 184	23 519	24 217	24 758	25 060	1,2	2,0
La Vallée-du-Richelieu	27 385	28 299	28 629	29 459	30 520	3,6	2,7
Marguerite-D'Youville	26 547	27 433	28 397	29 010	29 261	0,9	2,5

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

D'ailleurs, les résidants de ces deux dernières MRC sont ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques. En 2011, ils ont reçu, en moyenne, plus de 6 500 $ en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables. Étant donné que la population y est plus âgée, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du RRQ sont les principaux transferts reçus par les ménages dans ces deux territoires surpralocaux. À l'inverse, c'est dans la MRC de Marguerite-D'Youville (4 163 $) que les transferts gouvernementaux par habitant sont les plus bas.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2013, les investissements dans la CRÉ – Montérégie Est devraient atteindre 4,9 G$, en hausse de 1,6 % par rapport à 2012, suivant une augmentation de 10,8 % entre 2011 et 2012. La CRÉ représenterait ainsi 42,1 % du total de la Montérégie (11,5 G$). À ce chapitre, la croissance de la CRÉ est moins rapide que celle de l'ensemble des CRÉ (+ 2,5 %), contrairement à 2012 (moyenne régionale : + 9,7 %). La CRÉ arrive au deuxième rang parmi les trois CRÉ de la région en ce qui concerne la croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, CRÉ – Montérégie Est, 2009-2013[2]

	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Part relative dans la région (2013)	Part relative dans le Québec (2013)
	k$					%		
Production de biens	793 933	780 235	900 583	1 093 672	1 166 427	6,7	24,0	55,5
Production de services	1 951 494	1 703 384	1 466 705	1 667 751	1 553 118	– 6,9	32,0	36,7
Logement	1 713 971	2 078 285	1 946 434	2 019 190	2 136 121	5,8	44,0	41,1
Total	**4 459 399**	**4 561 904**	**4 313 722**	**4 780 613**	**4 855 667**	**1,6**	**100,0**	**42,1**
Secteur privé non résidentiel	1 587 284	1 420 642	1 300 497	1 610 084	1 684 623	4,6	34,7	45,8
Secteur public	1 158 144	1 062 976	1 066 791	1 151 338	1 034 922	– 10,1	21,3	38,9

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.
2. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 24,0 % de l'investissement de la CRÉ en 2013, sont en croissance de 6,7 % par rapport à 2012, pour atteindre 1,2 G$. Il s'agit d'un nouveau sommet historique. L'investissement dans la CRÉ représente 55,5 % de l'investissement total de ces industries de la Montérégie. En 2013, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (584,4 M$) et dans celui des services publics (371,2 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, représentant près du tiers de l'investissement de la CRÉ (32,0 %), est en baisse de 6,9 % par rapport à 2012 et se chiffre à 1,6 G$. La variation annuelle de l'investissement de la CRÉ dans ces industries, constituant 36,7 % de l'investissement de la Montérégie (4,2 G$), est inférieure à la moyenne régionale (– 0,1 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 614,2 M$ en 2013, soit 39,5 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui représente 44,0 % de l'investissement de la CRÉ en 2013, est en croissance de 5,8 %, pour s'établir à 2,1 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne régionale (+ 4,2 %). La CRÉ représente 41,1 % du total de la Montérégie.

Le secteur privé non résidentiel, qui s'approprie 34,7 % de l'investissement total, est en croissance de 4,6 % par rapport à 2012, pour s'élever à 1,7 G$. Cela correspond néanmoins à une hausse annuelle inférieure à la moyenne régionale (+ 5,4 %). La CRÉ – Montérégie Est représente 45,8 % du secteur privé non résidentiel de la Montérégie. Les investissements publics

affichent une décroissance de 10,1 % par rapport à 2012, pour s'établir à 1,0 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne régionale (– 4,3 %). Cette CRÉ accapare 38,9 % des investissements publics de la Montérégie.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la CRÉ – Montérégie Est atteint 1,2 G$ en 2012, en hausse de 2,6 % par rapport à 2011. On observe une croissance dans le secteur non résidentiel (+ 13,8 %), alors que le secteur résidentiel est en décroissance (– 1,5 %).

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 4 030 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 4 508 en 2011, soit une décroissance de 10,6 %. La valeur des permis délivrés dans ce secteur atteint 848,5 M$, et cette valeur se concentre dans les MRC de La-Vallée-du-Richelieu (227,8 M$) et de Brome-Missisquoi (122,0 M$). Il s'agit d'une valeur au-dessus des moyennes des cinq dernières années.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2012 est supérieure à la moyenne des cinq dernières années pour la composante institutionnelle (115,7 M$ contre une moyenne de 81,3 M$) et pour la composante commerciale (177,4 M$ contre une moyenne de 163,1 M$). Les permis de bâtir commerciaux se concentrent dans les MRC des Maskoutains (42,7 M$), de La Vallée-du-Richelieu (37,3 M$) et du Haut-Richelieu (34,5 M$). Les permis de bâtir industriels accordés représentent 66,2 M$, concentrés dans la MRC des Maskoutains (29,6 M$). Finalement, les permis de bâtir institutionnels ont été accordés principalement dans la MRC des Maskoutains (28,9 M$), une valeur de plus du double de la moyenne des cinq dernières années (12,3 M$).

Tableau 6.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2010-2012

	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
	n			%
Brome-Missisquoi	663	562	522	– 7,1
La Haute-Yamaska	751	479	564	17,7
Acton	23	15	22	46,7
Pierre-De Saurel	211	242	217	– 10,3
Les Maskoutains	575	425	435	2,4
Rouville	336	231	99	– 57,1
Le Haut-Richelieu	585	770	596	– 22,6
La Vallée-du-Richelieu	934	1 150	979	– 14,9
Marguerite-D'Youville	539	634	596	– 6,0
CRÉ – Montérégie Est	**4 617**	**4 508**	**4 030**	**– 10,6**
Montérégie	**10 909**	**10 630**	**9 674**	**– 9,0**
Ensemble du Québec	**53 579**	**53 890**	**51 262**	**– 4,9**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2012.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC de la CRÉ – Montérégie Est, Montérégie et ensemble du Québec, 2012

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11
Brome-Missisquoi	122 036	117 123	12 425	16 403	9 435	9 708	16 857	22 206
La Haute-Yamaska	110 700	107 080	15 652	24 423	5 395	15 321	17 188	12 405
Acton	6 540	5 187	888	1 971	131	886	547	663
Pierre-De Saurel	48 485	46 413	10 285	9 339	3 270	11 033	4 144	10 467
Les Maskoutains	91 198	91 709	42 655	39 382	29 599	24 933	28 916	12 349
Rouville	22 448	53 735	5 417	5 385	3 215	4 830	10 877	3 114
Le Haut-Richelieu	121 135	122 651	34 526	25 013	5 430	18 633	16 446	3 552
La Vallée-du-Richelieu	227 837	209 971	37 318	30 301	3 469	7 475	8 575	11 353
Marguerite-D'Youville	98 089	86 216	18 214	10 847	6 279	16 662	12 100	5 173
CRÉ – Montérégie Est	**848 468**	**840 085**	**177 380**	**163 063**	**66 223**	**109 481**	**115 650**	**81 282**
Montérégie	**2 084 387**	**2 037 993**	**549 192**	**449 923**	**187 489**	**190 039**	**251 387**	**202 096**
Ensemble du Québec	**10 196 082**	**9 151 047**	**3 084 319**	**2 719 160**	**1 254 308**	**934 697**	**1 527 799**	**1 203 431**

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7. Science et technologie

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

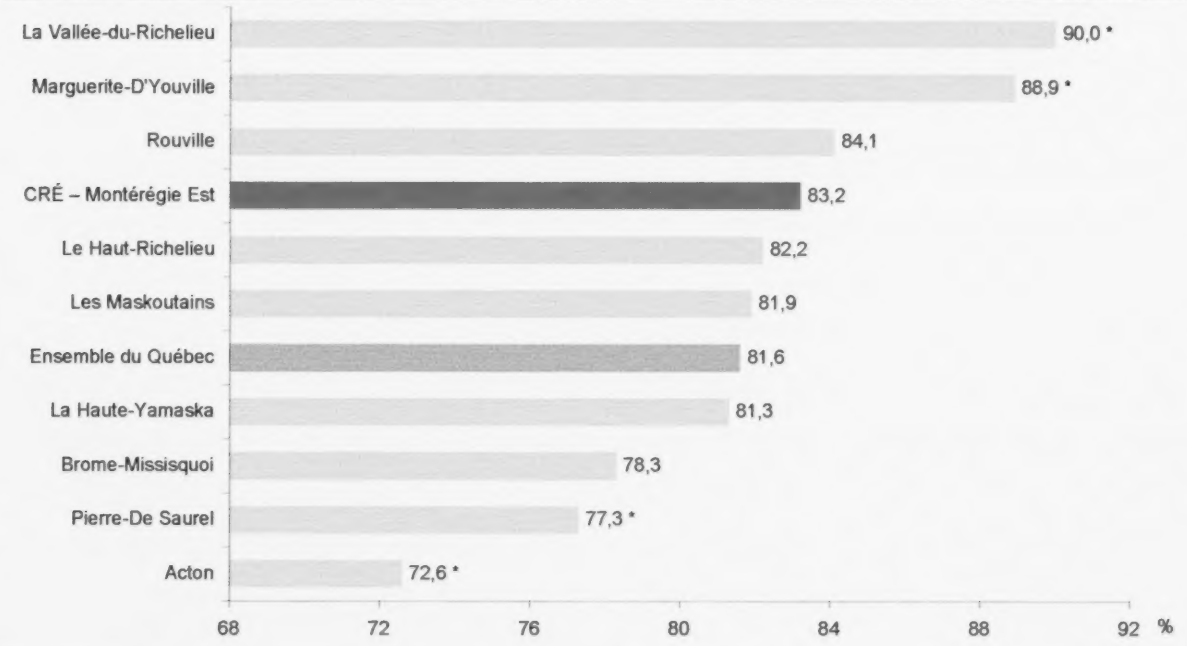
Les données présentées dans ce chapitre sont tirées de l'*Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* de l'Institut de la statistique du Québec et sont diffusées dans le site Web.

La Vallée-du-Richelieu et Marguerite-D'Youville sont les deux MRC les plus branchées du territoire

En 2012, le taux de branchement à Internet des ménages vivant sur le territoire de la CRÉ – Montérégie Est s'élève à 83,2 %, tandis qu'il est de 81,6 % dans l'ensemble du Québec. La CRÉ – Montérégie Est est constituée de neuf MRC, dont les taux de branchement varient de 72,6 % (Acton) à 90,0 % (La Vallée-du-Richelieu). Cinq MRC ont une proportion de ménages branchés qui se distingue significativement de celle pour la CRÉ. Il s'agit, d'une part, d'Acton (72,6 %), de Pierre-De Saurel (77,3 %) et de Brome-Missisquoi (78,3 %), dont les taux de branchement sont significativement moins élevés que celui la CRÉ, et d'autre part, de Marguerite-D'Youville (88,9 %) et de La Vallée-du-Richelieu (90,0 %), qui sont significativement plus branchés que l'ensemble du territoire de la CRÉ. Ces dernières font d'ailleurs partie des cinq MRC qui ont la plus forte proportion de ménages branchés à Internet au Québec.

Figure 7.1

Proportion de ménages branchés à Internet, MRC de la CRÉ – Montérégie Est et ensemble du Québec, 2012



Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2012.

* L'estimation est significativement différente de celle pour la CRÉ.

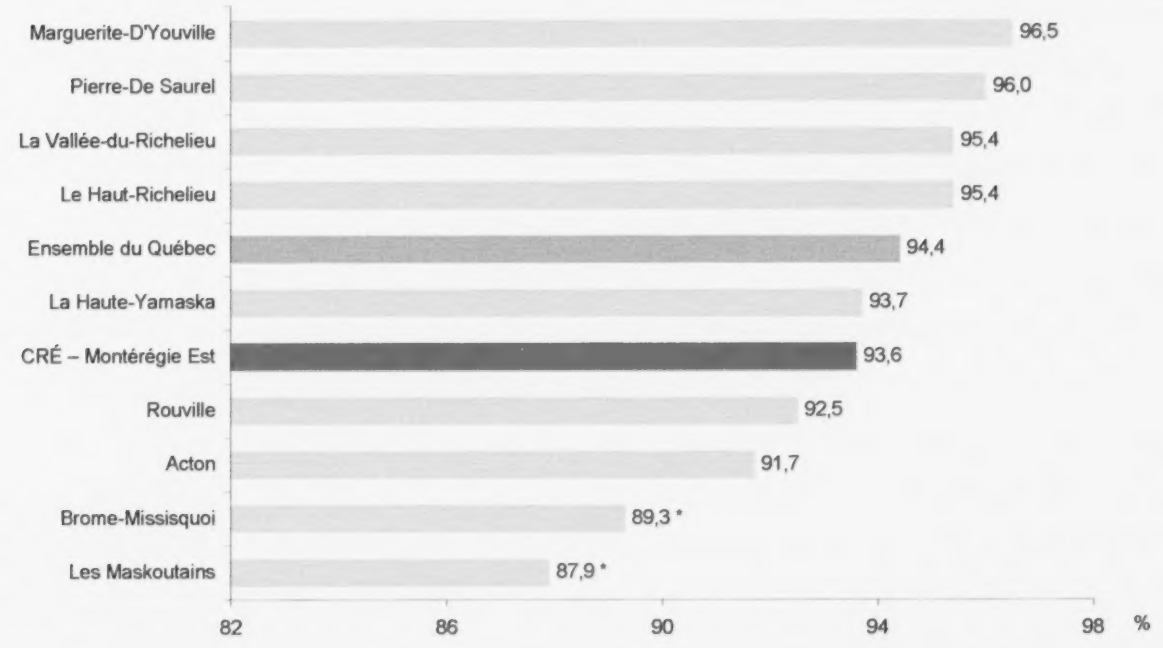
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Le taux de branchement à Internet haute vitesse s'élève à 93,6 %

Parmi les ménages branchés de la CRÉ – Montérégie Est, 93,6 % ont une connexion Internet haute vitesse. Dans l'ensemble du Québec, 94,4 % des ménages branchés ont ce type de connexion. Sur le territoire de la CRÉ, Marguerite-D'Youville (96,5 %) est la MRC la plus branchée à la haute vitesse, tandis que Brome-Missisquoi (89,3 %) et Les Maskoutains (87,9 %) sont les deux MRC les moins branchées. Les autres MRC ont des taux allant de 91,7 % à 96,0 %.

Figure 7.2

Ménages branchés à la haute vitesse, en proportion des ménages branchés, MRC de la CRÉ – Montérégie Est et ensemble du Québec, 2012



Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2012.

* L'estimation est significativement différente de celle pour la CRÉ.

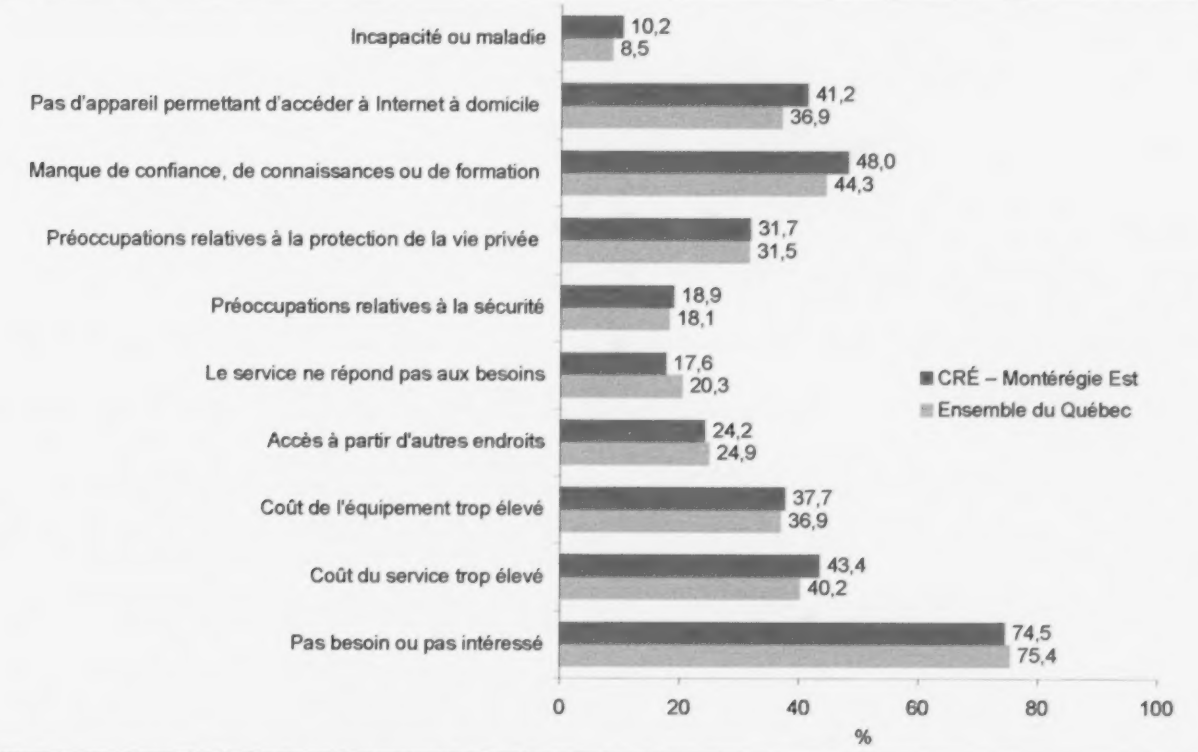
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Les trois quarts des ménages non branchés affirment qu'ils n'ont pas besoin d'Internet

En 2012, 16,8 % des ménages n'ont pas de connexion Internet. Les raisons les plus fréquemment évoquées par ces ménages pour expliquer le non-branchement sont l'absence de besoin ou le manque d'intérêt (74,5 %), le manque de confiance, de connaissances ou de formation (48,0 %) et le coût du service trop élevé (43,4 %). Dans l'ensemble du Québec, ces raisons sont évoquées par 75,4 %, 44,3 % et 40,2 % respectivement de ménages non branchés à Internet.

Figure 7.3

Proportion de ménages non branchés à Internet selon la raison du non-branchement, CRÉ – Montérégie Est et ensemble du Québec, 2012



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

8. Santé

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'analyse dans cette section est surtout focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé

En 2011, dans la CRÉ – Montérégie Est, le nombre de médecins augmente de 7,9 %, et ce, après une année en déclin. Au Québec, ce nombre s'accroît de 2,7 %, ce qui porte l'effectif à 17 535. Depuis 2007, l'accroissement du nombre de médecins dans la région (+ 12,5 %) est dû davantage aux omnipraticiens (+ 14,2 %) qu'aux spécialistes (+ 10,4 %). Au Québec, les spécialistes (+ 10,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 6,1 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 8,4 %). Pour ce qui est des dentistes, on assiste en 2011 à une hausse de 0,4 %, ce qui poursuit la tendance positive amorcée en 2007. Depuis 2007, l'augmentation dans la CRÉ – Montérégie Est est de 11,6 %.

On enregistre en 2010-2011 pour le personnel infirmier une hausse de 2,0 % dans la CRÉ – Montérégie Est. Cette croissance est plus marquée chez les infirmières cliniciennes et praticiennes (+ 6,5 %) et les infirmières auxiliaires (+ 4,4 %) que chez les préposées aux bénéficiaires (+ 2,0 %) et les infirmières (– 0,6 %).

Tableau 8.1

Personnel de la santé, CRÉ – Montérégie Est, 2007 à 2012

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Médecins[1]	**n**	**1 152**	**1 183**	**1 202**	**1 201**	**1 296**
Omnipraticiens	n	625	640	637	647	714
Ensemble des spécialistes	n	527	543	565	554	582
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	1,91	1,94	1,96	1,94	2,08
Dentistes[1]	**n**	**232**	**248**	**252**	**258**	**259**
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	0,38	0,41	0,41	0,42	0,42
		2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Personnel infirmier[3,4]	**n**	**5 986**	**5 962**	**6 146**	**6 270**	**..**
Infirmières	n	2 159	2 043	2 051	2 039	..
Infirmières cliniciennes et praticiennes	n	609	668	697	742	..
Infirmières auxiliaires	n	914	956	990	1 034	..
Préposées aux bénéficiaires	n	2 304	2 295	2 408	2 455	..
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	9,90	9,78	10,01	10,12	..

Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Dans les statistiques, seuls les médecins et les dentistes (incluent les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale) ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par CRÉ ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle résident ces populations. C'est le cas notamment des populations des régions situées en périphérie des grands centres de Montréal et de Québec.
3. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
4. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).

Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux; Régie de l'assurance maladie du Québec.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie dans la CRÉ – Montérégie Est, en 2010-2011, il diminue pour la deuxième année consécutive et aboutit à 89,6 %. De plus, la diminution de 0,4 point de pourcentage s'accompagne d'une croissance de 11,3 % du nombre d'usagers. Au niveau provincial, le taux d'occupation (84,8 %) croît de 0,9 point, alors que le nombre d'usagers (723 449) augmente de 2,3 % en 2010-2011. Par ailleurs, la hausse de 2,0 % du nombre de lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie dans la CRÉ – Montérégie Est en 2010-2011 maintient cette tendance amorcée en 2008-2009. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 999) poursuit, en 2010-2011, sa légère augmentation (+ 1,0 %), et ce, pour une quatrième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, avec une hausse de 1,1 point du taux d'occupation des lits dressés en 2010-2011, la CRÉ – Montérégie Est (98,7 %) affiche un taux supérieur à celui du Québec (97,6 %). Cette augmentation s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 2,1 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation augmente de 0,5 point en 2010-2011, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une diminution de 0,5 %. Pour la quatrième année consécutive, le nombre de lits dressés dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée a augmenté dans la CRÉ – Montérégie Est (+ 0,2 % en 2010-2011). Au Québec, après la stagnation observée en 2009-2010, le nombre de lits dressés (39 711) décroît en 2010-2011 (– 1,2 %).

Tableau 8.2

Utilisation des lits selon le secteur[1], CRÉ – Montérégie Est, 2006-2007 à 2010-2011

	Unité	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Soins de santé physique et gériatrie						
Lits dressés[2]	n	769	751	762	784	800
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	1,28	1,24	1,25	1,28	1,29
Usagers[4]	n	39 099	40 110	39 884	38 289	42 616
Taux d'occupation[5]	%	89,7	92,8	92,8	90,0	89,6
Hébergement et soins de longue durée						
Lits dressés[2]	n	2 387	2 419	2 422	2 490	2 495
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	3,98	4,00	3,97	4,05	4,03
Usagers[4]	n	4 450	4 348	4 513	4 676	4 577
Taux d'occupation[5]	%	98,1	98,2	98,9	97,6	98,7

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Nombre de lits dressés (lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager), tel qu'observé au 31 mars de chaque année financière, au sein du réseau d'établissements publics et privés conventionnés du Québec.
3. Calculé pour l'ensemble du nombre de lits dressés par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
4. Usagers présents à un moment ou l'autre durant l'année financière.
5. Représente le nombre de jours-présence réels divisé par le nombre de jours-présence théoriques (nombre de lits dressés au 31 mars multiplié par 365 jours) pour une année financière donnée, le tout multiplié par 100.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômés selon le type de formation et le type de programme

Les établissements collégiaux de la CRÉ – Montérégie Est ont décerné 1 296 diplômes en formation préuniversitaire (47,2 %) et 1 423 diplômes en formation technique (51,8 %) en 2011. Entre 2006 et 2011, le nombre de diplômés de niveau collégial de la CRÉ – Montérégie Est a augmenté de 12,2 %. Cette tendance positive est due principalement à la hausse de 17,6 % des diplômes préuniversitaires, plus souvent observée chez les hommes (+ 29,0 %) que chez les femmes (+ 11,4 %). Les diplômes techniques sont eux aussi en croissance de 5,8 % durant la même période: les femmes (+ 10,6 %) connaissent une forte hausse, tandis que les hommes (– 3,2 %) observent un léger recul. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (64,7 % et 35,3 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique.

En formation préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 57,9 % des diplômes décernés et les sciences, 28,6 %. Ces familles de programmes représentent, dans le même ordre, le plus grand nombre de diplômes attribués au préuniversitaire, quelle que soit la région au Québec. On peut aussi observer dans la CRÉ – Montérégie Est que les femmes sont majoritaires dans tous les types de programmes préuniversitaires. En ce qui a trait à la formation technique, ce sont les techniques biologiques qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 37,2 %, suivies par les techniques humaines, 24,3 %. Par ailleurs, les hommes sont plus souvent diplômés en techniques physiques, alors que les femmes sont majoritairement diplômées en techniques administratives, artistiques, biologiques et humaines.

Tableau 9.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation et famille de programme, CRÉ – Montérégie Est, 2007-2011

	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p1
			n		
CRÉ – Montérégie Est	**2 444**	**x**	**2 632**	**2 811**	**2 746**
Hors programme	**–**	**x**	**11**	**14**	**27**
Préuniversitaire	**1 093**	**1 075**	**1 234**	**1 273**	**1 296**
Arts	14	10	12	14	9
Arts et lettres	182	183	183	183	166
Sciences	312	312	347	363	371
Sciences humaines	585	570	692	713	750
Technique	**1 351**	**1 469**	**1 387**	**1 524**	**1 423**
Techniques administratives	374	397	412	433	289
Techniques artistiques	97	84	81	65	76
Techniques biologiques	455	444	421	487	529
Techniques humaines	195	354	259	406	346
Techniques physiques	230	190	214	133	183

1. Les données de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante) et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

10. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Parmi les trois CRÉ de la Montérégie, la CRÉ – Montérégie Est est celle avec le plus grand territoire et la population la plus nombreuse, mais aussi celle avec le plus grand nombre d'établissements culturels. En 2011, les établissements culturels recensés dans cette CRÉ sont des salles de spectacles (39), des institutions muséales (25), des librairies (23) et des cinémas et ciné-parcs (8). Malgré cela, les données pondérées par la taille de la population indiquent que, pour chaque type d'établissement, leur présence dans cette CRÉ est moins forte que dans l'ensemble du Québec. Les librairies (3,7 par 100 000 habitants pour le CRÉ contre 4,5 pour le Québec) et les cinémas et ciné-parcs (1,3 par 100 000 habitants pour le CRÉ contre 1,5 pour le Québec) sont les établissements dont la présence dans la CRÉ se rapproche le plus de ce qui s'observe pour l'ensemble du Québec.

Tableau 10.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, CRÉ – Montérégie Est, 2010-2011

	Établissements		Ratio CRÉ/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				CRÉ	Ensemble du Québec
	2010	2011	2011	2011	
	n		%	n	
Centres d'artistes	–	–	–	–	0,0
Salles de spectacles	22	39	6,3	6,3	7,8
Institutions muséales[2]	27	25	5,7	4,0	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	22	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	..	..	..	..	...
Librairies	27	23	6,4	3,7	4,5
Cinémas et ciné-parcs	8	8	6,8	1,3	1,5
Écrans	50	50	6,5	8,0	9,7
Stations de radio privées et communautaires	6	..	..	..	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2011, par rapport à l'ensemble du Québec, le nombre de représentations et d'entrées pour les arts de la scène dans cette CRÉ est faible vu le poids démographique de celle-ci (7,8 % de la population du Québec, mais 5,9 % des représentations et 5,1 % des entrées). De 2010 à 2011, les visiteurs par 100 000 habitants dans les institutions muséales ont connu une baisse, passant de 2 308 à 1 867, ce qui correspond pour 2011 à 9,2 % des entrées muséales au Québec (11,2 % en 2010).

Tableau 10.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, CRÉ – Montérégie Est, 2010-2011

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio CRÉ/Qc
		2011	2010	2011	2011
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	978	1,5	1,6	5,9
Entrées	n	338 362	511,6	542,4	5,1
Assistance des cinémas					
Entrées	n	1 209 788	...	1 939,4	...
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	1 164 564	2 307,5	1 866,9	9,2
Fréquentation des bibliothèques publiques autonomes					
Nombre de prêts[1]	n	..	4 473,6	...	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs	$	623 796	...	...	7,8

1. Les données portent sur la population desservie.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'aurait un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible des ménages

Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible des ménages par habitant

Correspond au revenu disponible des ménages d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages

Comprennent les transferts en argent ainsi que les transferts en nature comme les dons de nourriture, de vêtements, de couvertures et de médicaments.

Transferts courants des ménages aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées.

Santé

Infirmière

Détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de 3 ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmières cliniciennes et praticiennes

Détiennent un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers, ou un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Ces infirmières doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire

Détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires

Détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

Éducation

Formation professionnelle

La formation professionnelle, constituée de l'ensemble des programmes d'études professionnelles (sanctionnés par une AFP, un DEP ou une ASP), est régie par la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associés à ces programmes sont d'un niveau de complexité moindre que celles associées aux programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont dispensés par des établissements d'enseignement secondaire (les centres de formation administrés par les commissions scolaires et établissements privés). Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé.

Formation technique

La formation technique, constituée de l'ensemble des programmes d'études techniques (sanctionnés par un DEC ou une AEC), est régie par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et le Règlement sur le Régime des études collégiales et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associées à ces programmes sont d'un niveau de complexité plus élevé que celles associées aux programmes d'études professionnelles. Les programmes de formation technique sont dispensés par des établissements d'enseignement postsecondaire (les cégeps, les établissements privés subventionnés, les établissements privés non-subventionnés et les écoles gouvernementales). Une formation technique vise un métier ou une profession de technicienne ou technicien.

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives et les CRÉ de la Montérégie

	PIB par habitant		Revenu disponible des ménages par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2011ep	Var. 11/10	2011p	Var. 11/10	2012	2010	Var. 13/12	2012p	TAAM[2] 2006-2012
	$/hab.	%	$/hab.	%	%	%	%	n	pour 1000
Bas-Saint-Laurent	31 669	4,4	22 345	2,5	8,1	6,1	3,3	199 834	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	36 221	3,9	23 887	3,0	8,1	6,0	– 9,9	273 009	– 0,7
Capitale-Nationale	43 862	3,5	26 431	2,0	5,7	5,5	10,4	707 984	9,5
Mauricie	31 999	4,2	22 664	1,5	9,7	8,9	3,2	263 269	1,9
Estrie	32 588	3,6	23 180	2,1	8,0	8,7	– 0,9	315 487	7,8
Montréal	55 722	3,9	26 567	3,8	10,2	16,6	– 2,4	1 981 672	9,3
Outaouais	31 269	3,4	25 523	2,6	6,5	8,4	0,0	372 329	12,8
Abitibi-Témiscamingue	41 784	4,4	26 907	5,3	6,4	7,1	– 0,3	146 753	2,2
Côte-Nord	58 909	3,2	26 789	2,4	7,6	8,5	– 19,2	95 647	– 1,6
Nord-du-Québec	66 131	4,0	24 753	2,7	7,6	15,4	10,0	42 993	10,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 323	4,7	21 857	4,1	12,9	8,8	– 16,9	92 536	– 4,7
Chaudière-Appalaches	32 915	3,4	24 444	1,7	4,6	4,8	– 2,2	408 188	4,7
Laval	32 245	3,0	26 196	2,0	8,1	8,1	4,4	409 718	15,9
Lanaudière	23 959	3,2	24 934	1,9	7,9	7,5	2,6	476 941	15,8
Laurentides	30 282	3,4	26 045	1,8	6,8	7,3	10,4	563 139	13,8
Montérégie	32 879	3,4	26 598	2,2	6,5	7,5	2,5	1 470 252	10,2
CRÉ – Longueuil	38 301	3,6	27 649	1,8	..	8,5	5,7	410 314	9,0
CRÉ – Montérégie Est	33 680	3,5	26 457	2,3	..	6,3	1,6	630 596	8,2
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	26 506	2,9	25 799	2,6	..	8,3	0,4	429 342	14,4
Centre-du-Québec	35 613	3,3	23 219	1,7	8,3	7,8	2,4	235 005	6,6
Ensemble du Québec	**39 351**	**3,6**	**25 646**	**2,6**	**7,8**	**9,3**	**0,5**	**8 054 756**	**9,0**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 4.

Tableau comparatif pour les MRC des CRÉ de la Montérégie

	Revenu disponible des ménages par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1er juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2011p	Var. 11/10	2011p	2010	2012p	TAAM[1] 2006-2012	2012p	2011-2012[2]
	$/hab.	%	%	%	n	pour 1000	n	n
Montérégie	**26 598**	**2,2**	**77,7**	**7,5**	**1 470 252**	**10,2**	**5 795**	**5 337**
CRÉ – Longueuil	27 649	1,8	74,7	8,5	410 314	9,0	1 252	– 419
CRÉ – Montérégie Est	26 457	2,3	78,5	6,3	630 596	8,2	2 467	2 315
Brome-Missisquoi	25 322	2,7	72,6	8,5	55 801	8,4	92	579
La Haute-Yamaska	24 359	1,6	76,4	7,3	85 380	10,5	296	381
Acton	21 834	1,5	73,6	8,0	15 201	– 2,3	70	– 15
Pierre-De Saurel	24 108	3,4	68,4	8,2	50 150	0,1	– 168	39
Les Maskoutains	25 445	2,9	78,2	8,1	84 046	5,4	194	239
Rouville	26 393	2,2	82,3	7,0	34 470	14,0	132	– 10
Le Haut-Richelieu	25 060	1,2	76,2	6,6	114 515	6,8	446	– 197
La Vallée-du-Richelieu	30 520	3,6	84,5	3,7	117 199	13,7	778	930
Marguerite-D'Youville	29 261	0,9	85,7	3,3	73 834	7,4	626	369
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 799	2,6	79,4	8,3	429 342	14,4	2 077	3 441
Ensemble du Québec	**25 646**	**2,6**	**73,3**	**9,3**	**8 054 756**	**9,0**	**27 900**	...

Note : Pour la population et le solde migratoire interne, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour l'accroissement naturel et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011. Pour le taux de faible revenu des familles, selon le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2010.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 4.
2. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

CRÉ – Montérégie Est

Superficie en terre ferme (2012)	7 109 km^2
Densité de population (2012)	88,7 hab./km^2
Population totale (2012^p)	630 596 hab.
Solde migratoire interrégional (2011-2012)[1]	2 315 hab.
PIB aux prix de base (2011^{sp})	21 069,8 M$
PIB par habitant (2011^p)	33 680 $/hab.
Revenu disponible des ménages par habitant (2011^p)	26 457 $/hab.
Taux de travailleurs de 25 à 64 ans (2011^p)	78,5 %
Taux de faible revenu des familles (2010)	6,3 %
Dépenses en immobilisation (2013)[2]	4 856 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec